



IDÉES

POUR DEMAIN

PAR Yann Le Galès

Des fonds pour lutter contre le chômage

« Les fonds de pension pourraient créer en France de - vrais - emplois à un coût d'environ 11 400 euros par emploi contre 23 000 euros pour un emploi d'avenir », assurent les experts de l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref) dans une étude qui explique pourquoi les fonds de pension seraient une opportunité pour la France. Les emplois d'avenir sont des contrats aidés présentés par le gouvernement comme la martingale qui doit faire reculer le chômage des jeunes peu formés ou pas du tout diplômés. Le premier ministre Jean-Marc Ayrault espère en faire signer 100 000 d'ici à la fin de l'année contre plus de 85 000 fin octobre. Mais les économistes et les entrepreneurs ne croient pas à leur efficacité.

Afin de faire taire les critiques des détracteurs du monde de la finance, le think-tank dont Nicolas Lecaussin est le directeur du développement analyse comment les fonds de pension américains et hollandais investissent dans l'économie réelle. « Ces investissements peuvent prendre la forme de participation à un trust, de rachat de dettes de grandes et moyennes entreprises ou encore d'investissement direct dans un projet économique précis », constatent les spécialistes de l'Iref.

Les fonds de pension néerlandais ont consacré 4 milliards de dollars par an à ce type d'investissements. Entre 1995 et 2011, les fonds de pension américains ont investi 1,22 milliard de dollars par an dans la construction de logements à loyers modérés. Il y a deux ans, le fonds AFL-CIO Housing Investment Trust « a permis d'embaucher 270 ouvriers pour construire des logements à destination des ménages les plus pauvres » dans la région de San Francisco. Le Building Investment Trust a consacré 353 millions de dollars pour développer des locaux



Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'Iref. DR

commerciaux dans le Maryland. Cette opération a permis d'engager 1 000 personnes. Pendant ces seize années, les fonds américains ont également investi environ 21 milliards de dollars dans l'immobilier résidentiel. « Ils ont ainsi permis l'embauche de plus de 161 000 ouvriers et employés », affirment les auteurs de l'étude.

S'inspirant de ces exemples, l'Institut de recherches économiques et fiscales estime que « l'activité des fonds de pension pourrait avoir un impact remarquable sur l'économie française ». S'ils investissaient un milliard d'euros par an dans l'immobilier - soit 0,02 % qui s'ajoute aux sommes déjà investies -, les fonds permettraient la création de 88 000 emplois à l'horizon 2017. « Cela représente 0,003 % d'emplois en plus et une baisse de plus de 2 % du chômage. » S'ils triplaient la somme, les fonds créeraient 264 000 emplois entre 2013 et 2017. Cela permettrait une baisse de 6 % du chômage. « Leur influence est positive à long terme sur des secteurs aussi rigides que l'immobilier, observent les spécialistes de l'Iref. Au cours des vingt dernières années, l'emploi dans le secteur de la construction a baissé de 8 % en France alors qu'il augmentait de 20 % aux Pays-Bas. »